

## BANGLADESH, LE PRAGMATISME FORCE DES ELITES

**Jérémie Codron**  
Doctorant au CERI

Dans un pays où la transition démocratique entamée il y a quinze ans n'a pas réglé pacifiquement les conflits, les élections législatives marqueront-elles l'affaiblissement des dynasties politiques ?

Pas un mot échangé, ni même un regard. Les deux ex-Premiers ministres du Bangladesh, Khaleda Zia et Sheikh Hasina, étaient pourtant assises sous le même chapiteau pour la cérémonie annuelle de l'armée. Ce jour-là, trois militants étaient tués dans des affrontements entre leurs organisations respectives, le Parti nationaliste du Bangladesh (BNP) et la Ligue Awami (AL), portant le bilan à 32 morts et 2 500 blessés depuis la démission du gouvernement BNP le 28 octobre.

Si la « transition démocratique » entamée il y a quinze ans n'a pas débouché sur une résolution pacifique des conflits entre les prétendants au pouvoir, c'est moins à cause de la haine que se voueraient Khaleda et Hasina ou d'une soi-disant « culture politique de la violence » propre à cette société, qu'en raison de l'absence de renouvellement des élites dirigeantes, et d'une criminalisation du politique qui s'est aggravée. La « transition » bangladaise prend les traits d'une « démocratie électorale » en stagnation : une ingénierie institutionnelle fut imposée en 1991 par les deux grands partis, pour sortir de la crise, qui les



opposait au régime dictatorial, mais sans véritable Etat de droit ni contre-pouvoirs effectifs. Il en résulte deux situations problématiques pour un régime en démocratisation.

D'abord, pour les acteurs concernés, les élections ne constituent pas un temps de débats mais littéralement un temps de guerre. Ensuite, les institutions censées garantir la neutralité du scrutin ont pu être manipulées par les gouvernements successifs. La Commission électorale, par exemple, a été noyautée par des fonctionnaires partisans du BNP et les listes électorales ont fait l'objet d'une vaste manipulation en 2006... Mais les élections sont aussi au Bangladesh un moment d'effervescence politique où les mouvements de contestation ont un impact réel. La Ligue Awami a ainsi lancé un boycott pour exiger une réforme de la Commission électorale, à laquelle la population participe activement. Il s'agit aussi d'une période de reconfiguration du paysage politique qui crée une incertitude favorable à la dynamique démocratique.

Lors de la dissolution du Parlement, une centaine de députés et un ministre sortants, refusant la logique dynastique du BNP qui les obligeait à prêter allégeance au fils de Khaleda, successeur désigné, ont rompu avec le parti et rejoint un nouveau mouvement, le Parti Libéral Démocrate.

Un faisceau d'enjeux nouveaux a par ailleurs conduit les autorités à agir de manière plus pragmatique et dans une position de dialogue avec le monde extérieur. C'est le cas de l'islamisme radical : la religion majoritaire n'est plus seulement un outil politique de légitimation ou de mobilisation, mais une arme de subversion utilisée par des groupes fondamentalistes devenus autonomes ; lorsque Jamaat-ul-Mujahideen Bangladesh est passé au terrorisme en 2005 en s'attaquant à la démocratie comme « régime impie », le gouvernement BNP, qui l'avait laissé prospérer, car il luttait localement contre l'AL et les communistes, a dû intervenir, sa propre survie et l'image du Bangladesh étant menacées. De la même manière, l'attitude hostile à l'égard de l'Inde, vue comme « voisine hégémonique », s'efface progressivement devant la nécessité de négocier avec elle sur des sujets d'intérêt national, tels que l'exportation du gaz bangladais en Inde qui créerait une nouvelle source de revenus, le libre-échange entre les deux pays ou l'attraction d'investissements indiens, comme le projet industriel de 2,5 milliards de dollars proposé par le géant Tata. Ainsi, quels que soient les résultats des élections de janvier 2007, la maturation de cette jeune démocratie repose moins sur un ensemble institutionnel importé d'Occident et manipulé par ceux-là mêmes qui l'ont mis en place, que sur une évolution, déjà entamée, des comportements des élites politiques vers plus de pragmatisme. Evolution forcée puisqu'elle répond à des phénomènes qui échappent à leur contrôle.